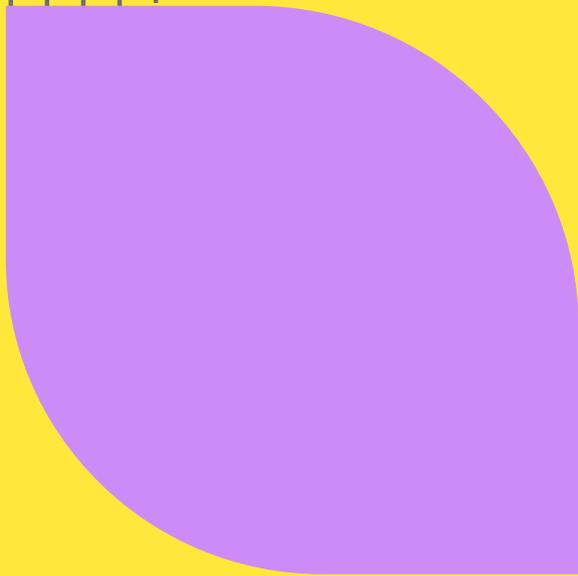
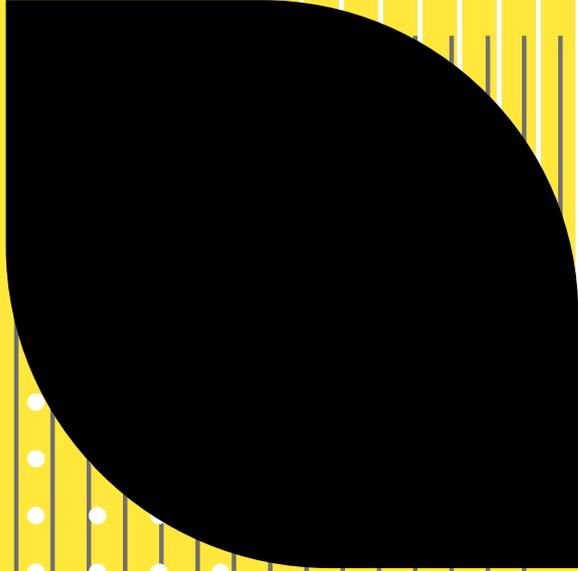
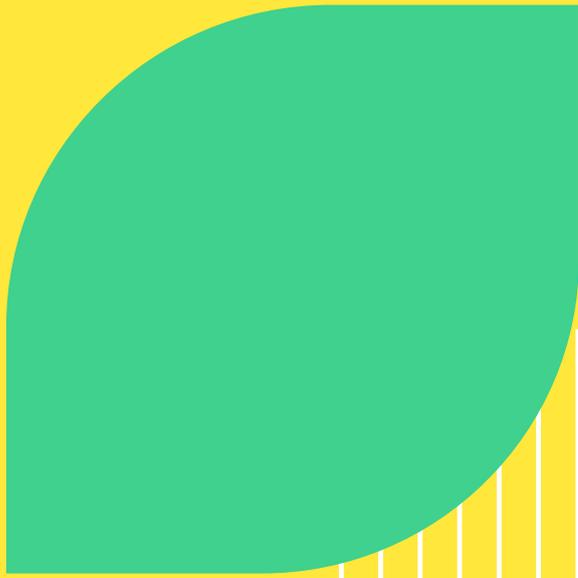
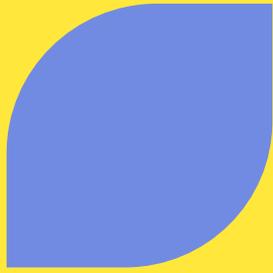
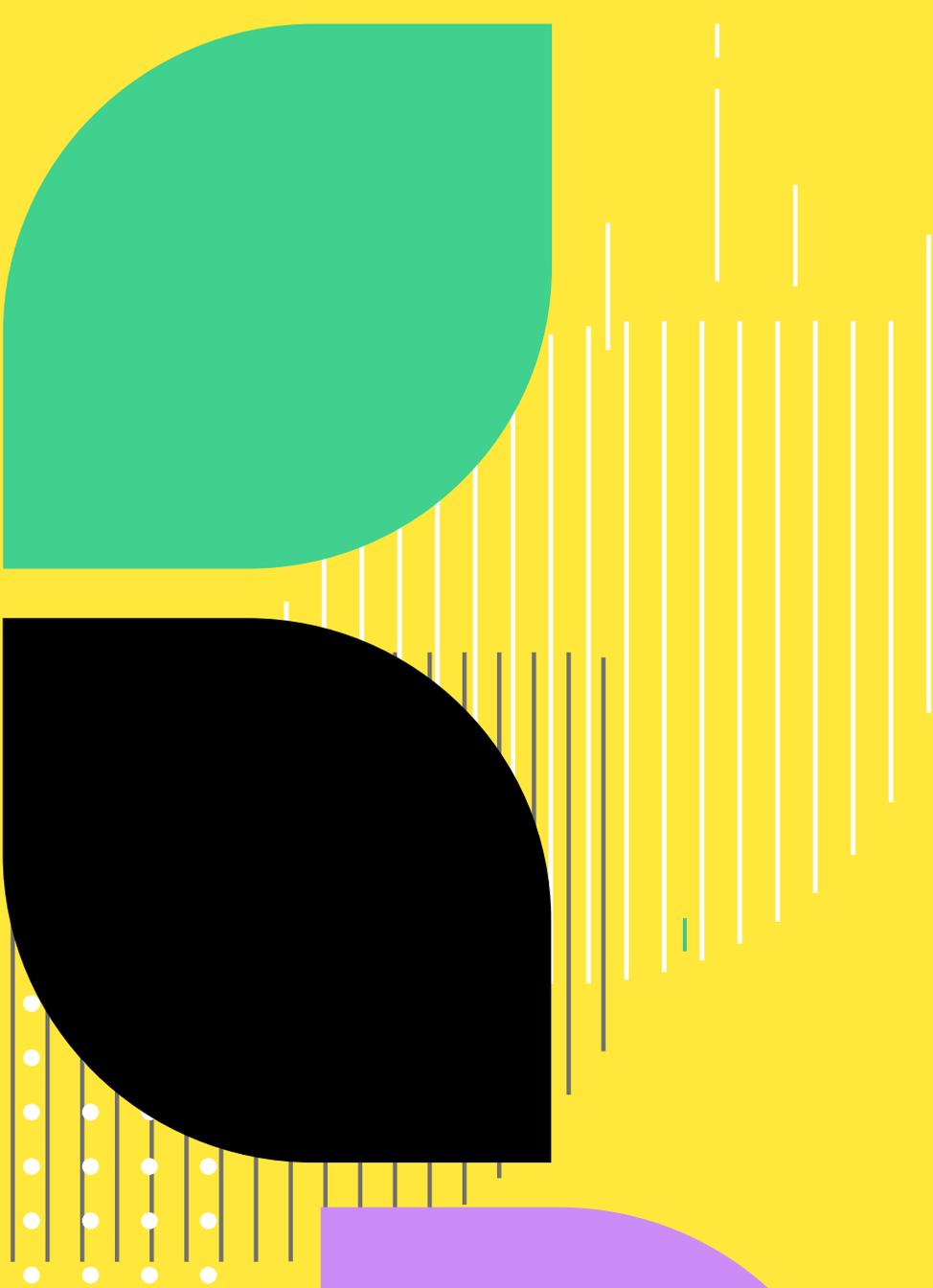
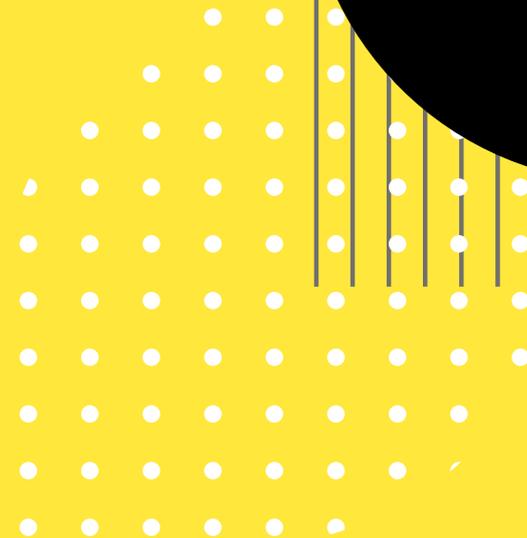


2024 VOICES



Citizens
speak up!





Reproduction in whole or in part is permitted, provided that full credit is given to Friends of Europe, and that any such reproduction, whether in whole or in part, is not sold unless incorporated in other works.

© Friends of Europe - February 2024

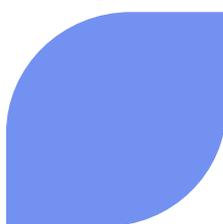
The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

With the support of:





Les citoyens au cœur d'un contrat social renouvelé



Le contrat social actuel de l'Europe a été conçu dans l'après-guerre pour un contexte très différent du nôtre aujourd'hui.

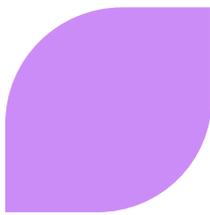
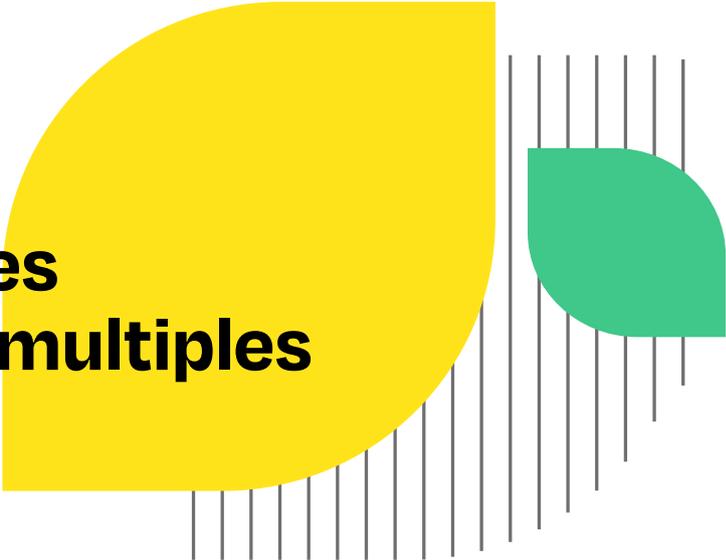
La multiplication des défis et des crises, qui vont du changement climatique à l'automatisation et aux ralentissements économiques, en passant par les menaces numériques et la diffusion rapide d'informations erronées, a porté les inquiétudes, la confusion et les frustrations de la société à un point de rupture dans le nouveau millénaire. L'aggravation des inégalités sociales a donné aux **citoyens le sentiment d'être exclus, privés de leurs droits et cyniques**, car ils ont l'impression que **les responsables politiques ne les écoutent pas et qu'ils n'ont pas la volonté d'agir pour trouver des solutions**.

Le moment est venu de renouveler le contrat social européen de manière à promouvoir la représentation équitable, l'engagement significatif et l'inclusion juste de tous les citoyens. En tant que premières parties prenantes de cet accord, **les citoyens doivent être à la fois le point de départ et le point d'arrivée de son élaboration**.

Ceci reflète l'objectif principal de Debating Europe, l'unité d'engagement des citoyens de Friends of Europe. Nous nous engageons à exploiter l'intelligence collective des citoyens par le biais de groupes de discussion afin de développer et d'affiner des idées politiques qui reflètent réellement leurs aspirations, créant ainsi une Europe plus inclusive, durable et tournée vers l'avenir.

Notre rapport "*2024 Voices - Citizens Speak Up !*" (Les voix de 2024 - Les citoyens s'expriment) s'appuie sur les idées de 2024 citoyens de 7 pays européens - Belgique, France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne et Suède - révélant ce que les citoyens ressentent et pensent des défis auxquels l'Europe est confrontée. Il ne s'agit pas simplement d'un recueil d'opinions, mais de la pierre angulaire d'un voyage unique qui se poursuivra jusqu'en 2030 et au-delà, étayant le travail de Friends of Europe visant à concevoir un contrat social renouvelé pour l'Europe qui promeut l'équité, garantit que personne n'est laissé pour compte et écoute activement les citoyens.

Un objectif, des perspectives multiples

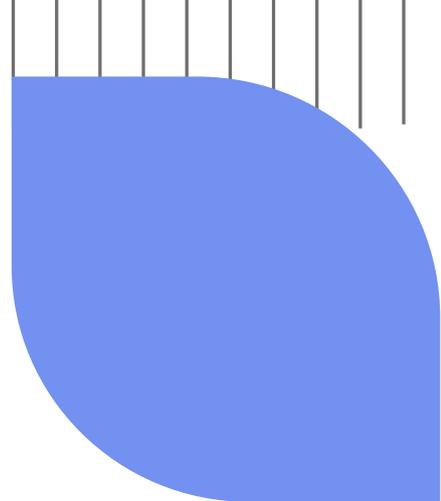
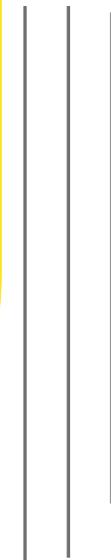
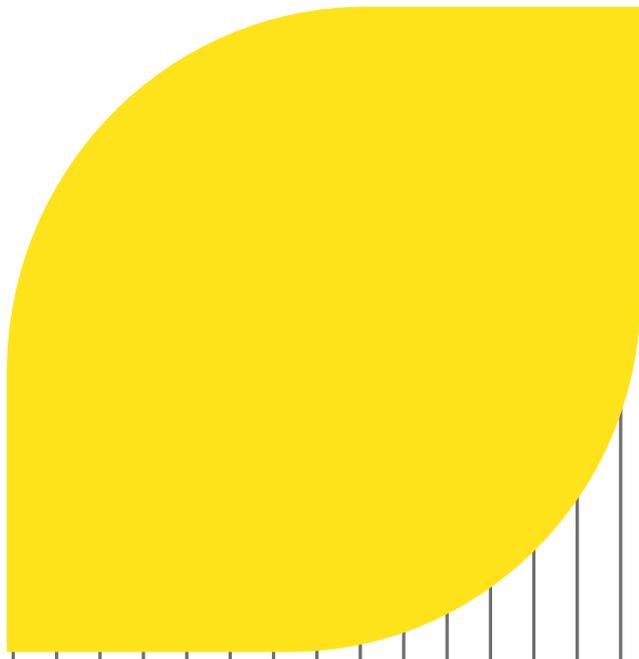


Tout au long de l'étude, nous nous sommes concentrés sur quatre thèmes : **soutenir la transition verte, favoriser une croissance inclusive et durable, faire fonctionner la démocratie pour tous et renforcer la sécurité et la résilience**. Ces thèmes ont été au cœur des discussions non seulement parce qu'ils font partie des **questions les plus urgentes auxquelles l'Europe est actuellement confrontée**, mais aussi en raison de **la fréquence à laquelle ils se recoupent**. Qu'il s'agisse de l'apathie politique conduisant à l'inaction en matière de climat ou de la détérioration de la sécurité mondiale entraînant une inflation financière, de nombreux résultats de cette recherche n'entraient pas dans une case précise et nécessitaient un traitement holistique. Dans le monde d'aujourd'hui, la croissance économique va de pair avec la durabilité, et la résilience de l'ensemble de la société doit s'accompagner de démocraties fortes.

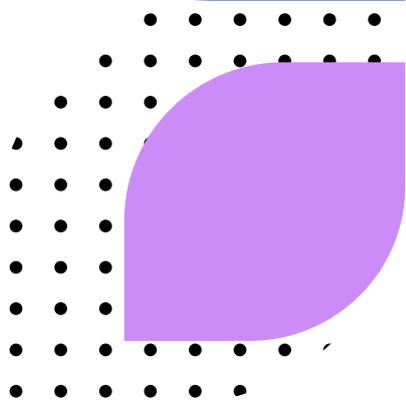
Les solutions devraient être envisagées de manière similaire, **les progrès dans un domaine étant censés produire des résultats dans plusieurs autres**. Certaines propositions, comme la nécessité de mieux valoriser et rémunérer les travailleurs des services essentiels dans l'éducation, la santé et la science, par exemple, sont perçues par les participants comme **un moyen d'affecter positivement, par effet ricochet, tous les aspects de la vie**. D'autres, comme l'investissement dans des systèmes de cybersécurité plus robustes, sont cruciaux pour protéger les démocraties, les économies et les infrastructures critiques des chocs ou des interférences.

Tout au long de l'étude, nous avons examiné **la perception qu'ont les citoyens de la technologie** dans les différents thèmes abordés. Le monde devenant de plus en plus dépendant de la technologie pour son fonctionnement quotidien, il est nécessaire de la considérer non seulement comme un outil de travail, de communication et de divertissement, mais aussi comme étant **profondément ancrée dans tous les aspects de la vie**.

Il est important de noter que la recherche a également mesuré le niveau de confiance des citoyens à l'égard de différents acteurs : l'Union européenne, les gouvernements nationaux et locaux, les organisations internationales, la société civile, le secteur privé et, dans certains cas, les médias et la police. L'identification des institutions auxquelles les citoyens font le plus confiance pour aborder les différents problèmes est essentielle pour transformer une litanie de préoccupations et de solutions proposées en véritables vecteurs de changement social.



Principaux constats



SOUTENIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le changement climatique est une source d'anxiété considérable pour les citoyens, souvent décrit comme **"le plus grand défi de notre époque"**. Ils ont souligné la nécessité de **ratrapper le temps perdu**, après des décennies d'actions indécises. Plutôt que d'être défini par des gagnants et des perdants, le changement climatique est perçu comme un **défi global** qui affecte tout le monde. Cependant, les **inégalités socio-économiques "locales"** ont été mises en avant comme un facteur qui complique la capacité des communautés et des individus à réduire les émissions ou à faire face aux effets du changement climatique.

Les solutions privilégiées face à la crise climatique, telles que la **taxation des grands pollueurs** et la **limitation de la surconsommation**, prouvent que les citoyens souhaitent voir des changements importants opérés à la fois au niveau industriel et de la consommation individuelle. Les **jeunes participants** à l'étude étaient nettement plus favorables à la taxation des pollueurs que les personnes de plus de 30 ans, ce qui pourrait indiquer un **changement potentiel des priorités à long terme**. Les **transports publics** ont été mentionnés à de nombreuses reprises et identifiés par tous les participants à l'étude comme un **domaine à prioriser** pour réduire les émissions de carbone.

Illustrant la nature interconnectée des sujets, la **dépendance aux combustibles fossiles importés** a été perçue comme nuisible non seulement à l'environnement, mais aussi comme **soutenant des régimes "hostiles"** dans les pays riches en pétrole et en gaz. Dans le même ordre d'idées, une grande partie de la discussion sur la sécurité a été consacrée aux **catastrophes naturelles liées au climat**, qui sont considérées comme une **menace plus immédiate** au sein de l'UE que les conflits armés potentiels.



FAVORISER UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE

Le sentiment général reflété dans l'étude est que nous vivons une **période économique difficile**. L'**inflation galopante** et la **hausse des prix** du logement, du chauffage, de la nourriture et d'autres biens et services de base offrent une perspective sombre pour la santé économique du continent, perçue comme étant loin d'une crise financière typique. En effet, outre l'inquiétude face au manque d'emplois, les participants ont fait part de leurs préoccupations concernant une **pénurie de main-d'œuvre** qui a laissé de nombreux postes vacants en raison d'un manque de personnes possédant les compétences adéquates, conjuguée à l'impact des transitions numérique et écologique.

Le double coup porté par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine a été perçu comme un facteur déterminant de la récession actuelle, dépeignant l'image d'une UE **vulnérable face aux chocs mondiaux**. À cet effet, la **réduction de la dépendance de l'Europe vis-à-vis des importations de produits essentiels** tels que la nourriture et l'énergie par l'augmentation de la production et des capacités de fabrication sur le continent a été proposée à maintes reprises. Bien qu'ils considèrent généralement l'UE comme un acteur mondial faible, les citoyens estiment toujours que les problèmes économiques sont **mieux traités au niveau européen**, et pensent que des stratégies solides et généralisées sont nécessaires pour sortir de la crise.

Les solutions les plus populaires pour redresser l'économie et améliorer le bien-être des citoyens concernent l'**augmentation des salaires des travailleurs essentiels** et la **lutte contre les inégalités par la réforme fiscale**. En effet, les discussions ont révélé une large volonté de **réorienter le modèle économique actuel**, qui privilégie le profit avant tout, vers un modèle qui profite à l'ensemble de la société. Malgré le souci commun de la pénurie de main-d'œuvre, le recours à des **travailleurs étrangers** pour combler les lacunes a été **rarement considéré comme une priorité absolue** par les participants de l'étude.

FAIRE FONCTIONNER LA DÉMOCRATIE POUR TOUS



Interrogés sur l'**état de la démocratie**, les opinions **varient souvent d'un pays à l'autre**, les participants de Suède et d'Allemagne ayant une vision plus positive que ceux de France, d'Italie et de Pologne. Dans l'ensemble de l'étude, les citoyens s'inquiètent d'un système politique **dominé par les cliques et les hiérarchies des partis**. Ils perçoivent les politiciens comme faibles, inefficaces et peu disposés à aller à l'encontre de leurs propres intérêts. Les citoyens se sentent largement **déconnectés du processus politique** et déplorent un sentiment général d'apathie politique au sein de la société européenne.

Les participants souhaitent voir une **plus grande implication de la base de la société dans la politique**, les organisations de la société civile et les citoyens ordinaires faisant des efforts plus concertés pour tenir les dirigeants et les représentants responsables. Ils estiment que la **lutte contre la corruption** et une **meilleure préparation des citoyens pour participer à une société démocratique** sont les meilleures solutions pour faire face à l'affaiblissement des normes démocratiques. Le sujet de la démocratie est celui qui a fait l'objet du moins de divergences d'opinion entre les différents groupes d'âge, ouvrant la voie à la formation d'un **consensus intergénérationnel** sur la question.

Des inquiétudes ont été exprimées quant à l'**érosion des droits civils**, la liberté d'expression et le droit de manifester étant soulignés comme des préoccupations majeures. Les citoyens ont également observé une **polarisation accrue de la société**, en partie due à la partialité des médias et à la prolifération de fausses informations. Pour contrer ces tendances, ils ont appelé à la mise en place de programmes visant à **améliorer l'éducation aux médias de la population**. Des appels à une **plus grande inclusion des groupes marginalisés** ont également été lancés, leur traitement étant décrit comme un bon moyen de mesurer la santé des normes démocratiques au sein d'une société.



RENFORCER LA SÉCURITÉ ET LA RÉSILIENCE

Les participants ont exprimé un **sentiment général de sécurité**, estimant qu'une agression étrangère contre les pays de l'UE était très improbable. L'appartenance à l'OTAN, et dans une moindre mesure à l'UE, a largement contribué à la tranquillité d'esprit des participants. En même temps, ils ressentent un **certain malaise à l'idée de trop dépendre de l'OTAN** pour leur protection, car l'alliance est perçue comme étant fortement dépendante de l'occupant de la Maison Blanche. La proposition de **former une armée européenne unifiée** n'est pas sans partisans, mais est généralement décrite comme un borbier politique et logistique, dont même ses partisans pensent qu'il est peu probable qu'elle se concrétise de sitôt.

Malgré ce sentiment de sécurité, certains citoyens ont également ressenti que **l'invasion de l'Ukraine par la Russie était un choc** qui rapprochait la possibilité d'un conflit de leur pays, avec des implications potentielles pour une augmentation des **cyberattaques** et de **l'ingérence dans les élections**. En général, les participants souhaitent que leur pays et l'UE **renforcent leur résilience face aux crises**, qu'il s'agisse de menaces militaires, de catastrophes naturelles, de cyberguerres ou de pandémies.

L'introduction de mesures préventives pour réduire la criminalité, les attaques terroristes et la radicalisation a été considérée comme la solution la plus urgente pour améliorer la situation sécuritaire de l'UE.

The graphic features a series of vertical lines of varying heights on the left. To the right, there is a large green semi-circle, a yellow semi-circle above a blue semi-circle, and a purple semi-circle at the bottom left.

Le rôle de la technologie

La technologie a été un thème récurrent tout au long de l'étude, suscitant à la fois optimisme et inquiétude. Les participants ont généralement engagé des **discussions nuancées** sur le sujet, en soulignant les inconvénients de la technologie et les façons dont elle pourrait être mal utilisée.

Les citoyens fondent de grands espoirs sur le rôle que la technologie peut jouer dans la lutte contre le changement climatique, notamment en ce qui concerne l'**énergie et les transports**. Toutefois, des mises en garde claires ont été émises contre le fait de **se reposer trop fortement sur les nouvelles technologies** pour sauver la planète, car de nombreuses autres actions non technologiques sont également considérées comme importantes. Dans le même esprit, les citoyens ont souligné la **nécessité de maintenir une dimension centrée sur l'humain** dans la transition écologique, en protégeant ceux dont les moyens de subsistance sont affectés par le progrès technologique et l'automatisation.

Dans le domaine de l'économie, les nouvelles technologies ont suscité de l'enthousiasme quant à leur rôle dans la **rationalisation des processus de travail et l'amélioration de la productivité**. L'accès inégal à la technologie, ainsi que les compétences nécessaires pour l'utiliser, ont été perçus comme des **facteurs potentiels d'inégalité**, conduisant à la création d'une fracture numérique.

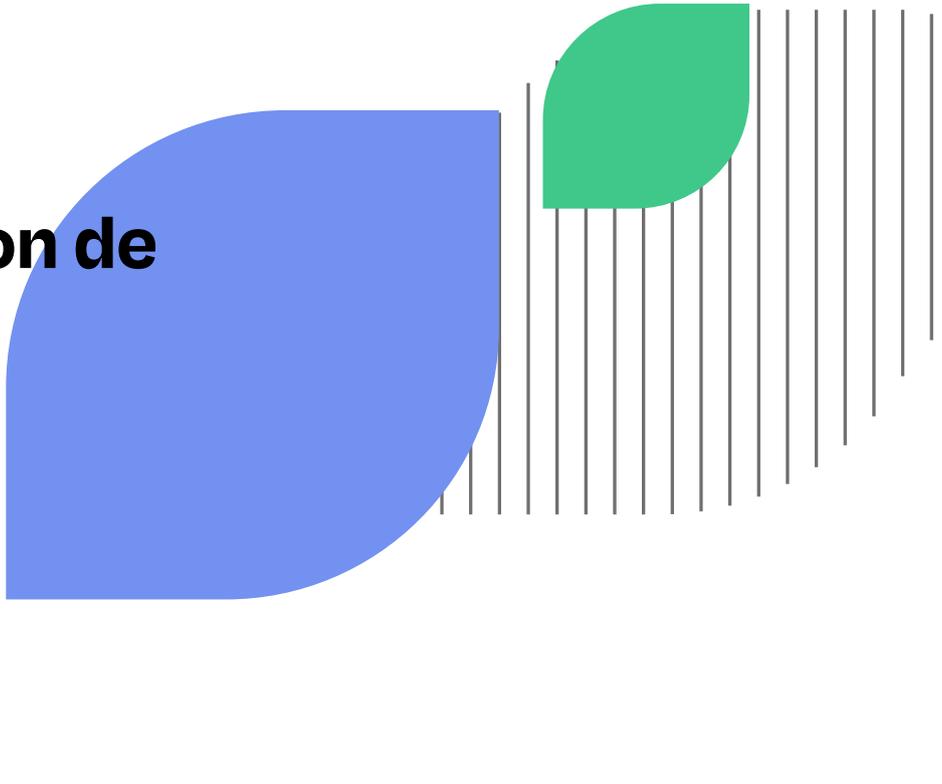
Lors des discussions sur la démocratie, une grande partie de la conversation a porté sur l'**influence des médias sociaux**, décrits comme une **arme à double tranchant**. Tout en offrant un accès sans précédent au processus politique et une portée accrue aux causes sociales, les plateformes de médias sociaux ont été considérées comme créant trop souvent des chambres d'écho idéologiques, ce qui se traduit par une polarisation croissante de la société.

La technologie a été jugée cruciale pour protéger nos processus démocratiques en offrant un degré de sécurité plus élevé contre les actes malveillants tels que l'ingérence dans les élections ou les **cyberattaques contre les infrastructures critiques**.

Les citoyens se sont dits préoccupés par la position apparemment secondaire de l'Europe dans la course technologique, en particulier par rapport aux industries d'Asie et d'Amérique du Nord.

L'intelligence artificielle a été perçue comme une bénédiction mitigée, certains participants mentionnant son utilisation dans la surveillance de la consommation d'eau, l'optimisation de l'énergie ou la suppression de la désinformation dans les flux en ligne, tandis que d'autres s'inquiétaient de la prolifération des *deepfakes*.

Une question de confiance



Tout au long de l'étude, nous avons cherché à savoir **à qui les citoyens accordaient le plus de confiance** pour répondre à leurs préoccupations et mettre en œuvre leurs solutions proposées dans les quatre domaines thématiques.

La confiance envers l'**UE** est restée élevée, en particulier parmi les jeunes générations, ainsi qu'en Italie, en Espagne et en Pologne. L'UE est considérée comme **l'acteur le plus digne de confiance et le plus important** lorsqu'il s'agit de discuter d'objectifs tels que la **lutte contre le changement climatique** et la **relance de l'économie**. Son pouvoir unique d'influencer non seulement les gouvernements nationaux et locaux, mais aussi les citoyens et les entreprises privées, est considéré comme inégalé parmi tous les acteurs.

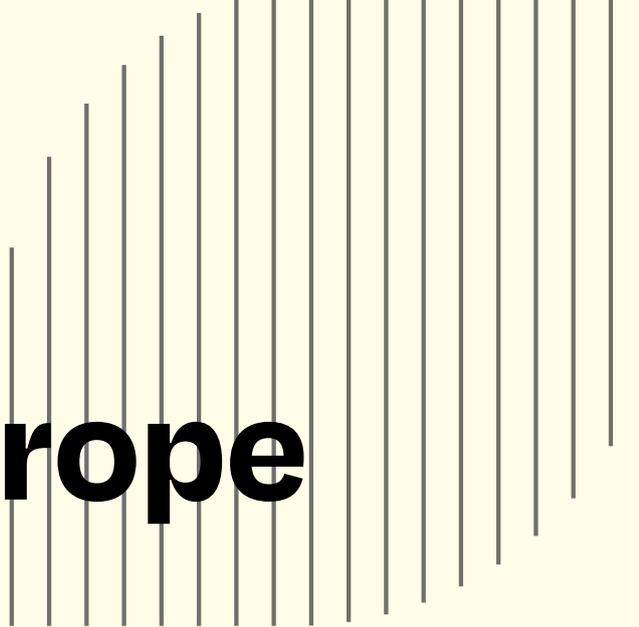
L'étude révèle un **niveau élevé de confiance envers la société civile et les concitoyens**, en particulier chez les participants français, italiens et suédois. Les organisations locales et populaires sont considérées comme essentielles au **renforcement** de la démocratie, tout en ayant également un rôle important à jouer dans d'autres domaines.

Alors que la confiance dans les **gouvernements nationaux** varie considérablement selon le sujet et le pays, ils sont massivement considérés comme les **acteurs les plus dignes de confiance lorsqu'il s'agit de garantir la sûreté et la sécurité**.

Dans la plupart des domaines, la confiance envers le secteur privé est très faible, souvent indépendamment de l'âge ou de la nationalité. Les entreprises privées sont perçues comme étant motivées par le profit, n'agissant dans l'intérêt général que lorsqu'elles sont sous la pression des autorités ou du public.



À propos de Debating Europe



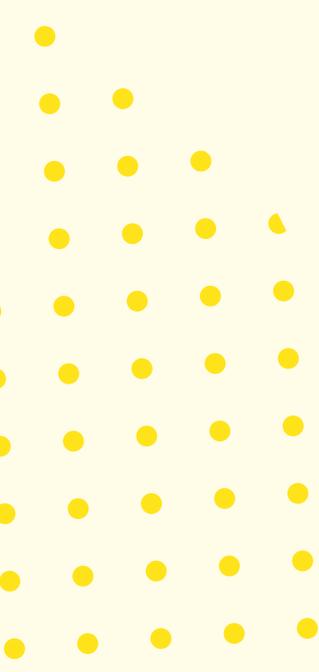
Debating Europe est l'unité d'engagement citoyen du groupe de réflexion bruxellois Friends of Europe, chargée de mobiliser l'intelligence collective des citoyens à travers l'UE pour générer et tester des idées politiques en vue d'un nouveau contrat social pour l'Europe d'ici 2030.

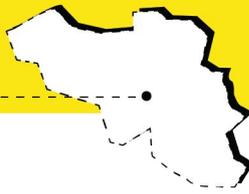
Pour ce faire, nous engageons notre communauté grandissante de citoyens et d'organisations de la société civile à travers l'Europe dans des groupes de discussion et des sondages. Nos recherches visent à garantir que les institutions et les États membres de l'Europe puissent redéfinir et rééquilibrer leurs relations avec les citoyens qu'ils servent.

Nous contribuons également à la refonte d'un nouveau contrat social en travaillant avec les décideurs politiques et les parties prenantes pour réimaginer une démocratie adaptée au XXI^e siècle, une démocratie qui :

- Encourage et permet aux gens de jouer un rôle plus important dans les grandes décisions stratégiques et politiques qui affectent leur vie et celle des générations futures.
- Favorise le dialogue grâce auquel les gens peuvent développer les compétences et la confiance nécessaires pour s'impliquer dans les décisions qui façonnent leur vie.
- Nourrit un espace public sain pour permettre le changement démocratique en connectant les citoyens et les décideurs politiques.

En modifiant la dynamique entre les institutions politiques et les citoyens, nous visons à garantir que les processus décisionnels et les politiques à travers l'UE reflètent réellement les aspirations de sa population, créant ainsi une Europe plus inclusive, durable et tournée vers l'avenir.





FAVORISER UNE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE



RECOMMANDATIONS PRINCIPALES:

- 1 Augmenter le salaire des travailleurs essentiels
- 2 Réformer la fiscalité pour lutter contre les inégalités de revenus
- 3 Normaliser le télétravail et instaurer la semaine de quatre jours

ACTEURS

LES PLUS FIABLES

LES MOINS FIABLES

- Le gouvernement national
- L'Union européenne
- Les organisations internationales

LE RÔLE DE LA TECHNOLOGIE

Les petites et moyennes entreprises doivent être soutenues et incitées à ne pas se délocaliser à l'étranger et à maintenir la compétitivité de l'Europe, en s'appuyant sur l'élément clé qu'est la technologie.

RENFORCER LA SÉCURITÉ ET LA RÉSILIENCE



RECOMMANDATIONS PRINCIPALES:

- 1 Mesures préventives pour réduire la criminalité, la violence et la radicalisation
- 2 Renforcer la résilience des services essentiels face aux attaques
- 3 Contrer la polarisation et la propagande grâce à l'éducation aux médias

ACTEURS

LES PLUS FIABLES

LES MOINS FIABLES

- L'Union européenne
- Le gouvernement national
- La police et les forces armées
- Les organisations internationales
- Le secteur privé

LE RÔLE DE LA TECHNOLOGIE

La sécurité numérique est une priorité qui doit être abordée au niveau européen.

SOUTENIR LA TRANSITION VERTE



RECOMMANDATIONS PRINCIPALES:

- 1 Réduire les déchets
- 2 Taxer les plus gros pollueur
- 3 Rendre les produits écologiques plus abordables

ACTEURS

LES PLUS FIABLES

LES MOINS FIABLES

- L'Union Européenne
- Les organisations internationales
- La société civile
- Le gouvernement national
- Le secteur privé

LE RÔLE DE LA TECHNOLOGIE

Si la technologie peut soutenir la transition écologique, elle ne peut pas, à elle seule, enrayer le changement climatique et ne saurait se substituer à d'autres mesures.

FAIRE FONCTIONNER LA DÉMOCRATIE POUR TOUS



RECOMMANDATIONS PRINCIPALES:

- 1 Lutter contre la corruption
- 2 Fournir aux citoyens les compétences nécessaires pour participer pleinement à une société démocratique
- 3 Accroître la participation des citoyens à la prise de décision formelle

ACTEURS

LES PLUS FIABLES

LES MOINS FIABLES

- L'Union européenne
- La société civile
- Les médias
- Le secteur privé
- Les organisations internationales

LE RÔLE DE LA TECHNOLOGIE

La technologie pourrait soutenir les processus démocratiques en diffusant des informations et en luttant contre la désinformation, mais une supervision rigoureuse est essentielle pour atténuer les risques de polarisation et protéger les données des citoyens.

Debating Europe

infos@debatingeurope.eu
debatingeurope.eu

Making European democracy fit for the 21st century

